Chine en Asie centrale : l’ascension d’un géant concurrencé

Description

Le deuxième sommet Chine-Asie centrale qui s’est tenu à Astana (Kazakhstan) les 17 et 18 juin 2025 a marqué une nouvelle étape dans les relations sino-centrasiatiques. En signant avec les cinq pays d’Asie centrale un Traité de bon voisinage, d’amitié et de coopération éternels, Pékin a affirmé sa volonté d’asseoir sa domination dans une région marquée à la fois par une perte d’influence historique de la Russie mais aussi par une concurrence accrue entre grandes puissances pour s’accaparer les ressources naturelles de la région.



Carrefour commercial historique entre l’Europe et la Chine et dotée de sous-sols riches en ressources naturelles, l’Asie centrale s’est progressivement imposée, depuis les années 1990, comme un espace stratégique et économique majeur pour Pékin. En effet, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l’Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan constituent aujourd’hui un ensemble clef pour les ambitions chinoises. Or, la perte de vitesse de la présence russe dans la région depuis le début de la guerre en Ukraine, liée à la stagnation économique, aux sanctions internationales, aux tensions politiques et aux difficultés d’investissements, a ouvert un espace stratégique dont la Chine profite pleinement.

Une région stratégique convoitée par Pékin et Moscou

Vaste comme l’Europe mais peu peuplée (environ 80 millions d’habitants), l’Asie centrale constitue un réservoir immense de ressources énergétiques et minières, essentielles à la croissance chinoise. Le Kazakhstan est l’un des premiers producteurs d’uranium au monde, avec près de 43 % de la production mondiale. L’Ouzbékistan possède de larges réserves d’or, de gaz et d’uranium. Le Turkménistan détient les quatrièmes réserves mondiales de gaz. Le Kirghizistan et le Tadjikistan disposent d’importantes ressources hydrauliques et minérales. Autant de richesses très convoitées par Pékin, qui cherche à sécuriser ses approvisionnements tout en renforçant son influence dans un espace charnière entre Asie et Europe.

Pour cela, la Chine profite depuis 2022 du recul manifeste de la Russie. En effet, la guerre d’ampleur en Ukraine, les sanctions occidentales et la crise économique qui en découle ont fortement entravé la capacité du Kremlin à maintenir ses investissements dans la région. Par exemple, la compagnie russe d’énergie Inter RAO a dû renoncer à la construction de trois centrales thermiques au Kazakhstan en 2025 faute de trésorerie suffisante, une illustration de l’incapacité de Moscou à soutenir financièrement des projets d’envergure. Le secteur nucléaire est révélateur de cette recomposition : en juin 2025, Rosatom a bien décroché l’appel d’offres pour la construction de la première centrale nucléaire civile du Kazakhstan, mais la Chine a obtenu l’engagement d’Astana pour l’installation de la seconde, *via* sa compagnie China National Nuclear Corporation. Ce rééquilibrage symbolise la perte de monopole de la Russie sur des secteurs stratégiques autrefois considérés comme son pré carré. Désormais, la Chine s’impose comme un partenaire alternatif fiable, capable de fournir financements, technologies et infrastructures.

Autre signe du recul de l’influence russe en Asie centrale, les travailleurs migrants centrasiatiques sont désormais moins nombreux en Russie. Un phénomène qui s’explique à la fois par la décision, au printemps 2025, de l’envoi en Ukraine de contingents de soldats originaires d’Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Kirghizistan ayant obtenu un passeport russe, mais également par l’installation en Russie d’un climat hostile à l’égard des populations centrasiatiques, particulièrement depuis l’attentat du Crocus City Hall de Moscou en mars 2024, imputé à des ressortissants tadjiks. Une conjonction qui

affaiblit encore davantage la position russe.

Un géant économique et stratégique chinois en pleine ascension

Depuis trois décennies, la présence chinoise dans la région s'appuie sur une diplomatie active. Pékin a établi des relations diplomatiques avec les cinq pays dès 1992, avant de contribuer à la création du Forum de Shanghai en 1996, devenu en 2001 l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), pivot sécuritaire régional. Les célébrations organisées par visioconférence en janvier 2022 pour les 30 ans de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et les pays d'Asie centrale ainsi que l'organisation du premier Sommet Chine-Asie centrale, en mai 2023 à Xi'an, ont confirmé le rôle désormais central que la Chine attribue à cette région dans sa politique étrangère.

Les Nouvelles Routes de la Soie, annoncées en 2013 à Astana, ont placé les pays d'Asie centrale au cœur du projet chinois d'interconnectivité Europe-Asie. Le couloir méridien, dont l'essor fut l'un des thèmes majeurs du sommet de juin 2025, illustre la volonté de Pékin de relier plus efficacement son territoire à l'Europe tout en contournant des routes maritimes jugées vulnérables. L'oléoduc reliant la Chine au Kazakhstan finalisé en 2005, le gazoduc Chine–Asie centrale mis en service en 2009, ainsi que la future ligne ferroviaire Chine–Kirghizistan–Ouzbékistan dont les travaux ont formellement été lancés en décembre 2024, témoignent également de cette volonté de désenclaver la région en structurant un réseau d'infrastructures orienté vers l'Est asiatique.

La montée en puissance chinoise se reflète également dans une dynamique commerciale exponentielle. Ainsi, comme l'a rappelé le président kazakh Kassym-Jomart Tokayev lors de ce sommet de juin 2025, la Chine était, en 2024, le premier partenaire commercial de l'Asie centrale avec un total d'échanges de 95 Mds$ et représentait à elle seule 40 % du commerce extérieur de cette région. Elle se situait loin devant l'Union européenne (64 Mds$) et la Russie (44 Mds$). Les entreprises chinoises sont en effet omniprésentes dans le BTP, les infrastructures énergétiques, les télécommunications, les mines et l'agriculture, ce qui répond aux besoins de nouveaux débouchés de ses propres industries.

Sur le plan sécuritaire, Pékin insiste sur la lutte contre ce qu'elle nomme les « trois forces néfastes » : terrorisme, séparatisme et extrémisme religieux. La stabilité de l'Asie centrale est directement liée, selon les autorités chinoises, à la sécurité du Xinjiang, région frontalière avec plusieurs États centrasiatiques.

Cette coopération tous azimuts poussée par la Chine suscite régulièrement des crispations dans les pays d'Asie centrale, notamment autour de la question ouïghoure ou du niveau réel d'avancement de certains projets d'infrastructures.

Une région soumise à une intensification de la concurrence internationale

Si la Chine s'efforce aujourd'hui de consolider une position dominante, elle est néanmoins de plus en plus concurrencée par d'autres Etats, les pays centrasiatiques cherchant à ne plus dépendre que d'un partenaire. Ils revendiquent ainsi une politique « multivectorielle », ce qu'atteste la multiplication des formats 5+1.

Tout d'abord, on constate que les États-Unis, mus désormais par des considérations avant tout mercantiles, réinvestissent massivement dans la région, notamment parce que cette dernière détient 25 des 54 minéraux jugés critiques pour Washington et que 384 gisements de minéraux critiques ont été recensés dans la région, dont 160 rien qu'au Kazakhstan. Le 6 novembre 2025, la rencontre historique organisée à Washington entre les dirigeants des cinq pays d'Asie centrale et le président Donald Trump, a débouché sur la signature de partenariats concernant l'exploitation des terres rares et des minerais stratégiques. Les investissements américains annoncés, de l'ordre de 35 Mds$ sur trois ans et plus de 100 Mds$ sur dix ans, illustrent la volonté de Washington de rivaliser avec la Chine dans les secteurs clés. Des accords spécifiques ont été signés avec le Kazakhstan pour l'exploitation du tungstène, tandis que Washington a obtenu un contrat pour la vente de 37 avions Boeing aux compagnies kazakhstanaises, tadjikes et ouzbèkes.

Malgré son affaiblissement, la Russie conserve toutefois des liens historiques, linguistiques, économiques, sécuritaires et énergétiques forts dans une région qu'elle considère encore comme relevant de son « étranger proche ». Ainsi, le deuxième sommet Russie-Asie centrale qui s'est déroulé du 8 au 10 octobre 2025 à Douchanbé (Tadjikistan), centré sur la thématique énergétique, a illustré la volonté de Moscou de rappeler son rôle prédominant dans le secteur régional des

hydrocarbures, que ce soit en termes de maintenance, de production, d'acheminement ou de distribution. La Russie a également été à l'avant-poste, et ce dès la dissolution de l'URSS, dans la mise en place d'organisations régionales favorisant la poursuite de coopérations privilégiées sur différents dossiers et thématiques. Ainsi, la Russie coopère politiquement et économiquement au sein de la Communauté des États indépendants (CEI) avec quatre des cinq pays eurasiatiques (le Turkménistan n'est qu'un Etat associé), mais également sur des questions de commerce au sein de l'Union économique eurasiatique (UEE), dont le Kazakhstan et le Kirghizistan sont Etats membres, et le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan Etats candidats ou potentiels ; enfin, elle coopère sur des questions de sécurité au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) avec trois pays d'Asie centrale (le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan).

L'Union européenne, qui investit de plus en plus massivement dans la région, apparaît désormais elle aussi comme un concurrent sérieux pour la Chine. Elle est le premier investisseur dans la région, avec plus de 40 % des opérations, et le principal fournisseur d'aide au développement, avec un budget de 550 M€ pour la période 2021-2027. A l'occasion du premier sommet UE-Asie centrale organisé le 3 et 4 avril 2025 à Samarcande (Ouzbékistan), l'UE a ainsi annoncé qu'elle allait mobiliser 12 Mds$ dans le cadre du programme *Global Gateway* visant explicitement à concurrencer la *Belt and Road Initiative* (BRI) chinoise, notamment *via* le financement du corridor de transport transcaspien.

Pour aller plus loin :

Sur la vision chinoise de la coopération et des opportunités sino-eurasiatiques, voir le rapport co-dirigé par Fu Hua, Lü Yansong et Ren Weidong, "□□ "□□ —□□□□ "□□□□□□□□□□□□□□ " [Texte intégral / Promouvoir « l'esprit Chine-Asie centrale » : réalisations, opportunités et perspectives de la coopération régionale], *Institut de recherche de l'agence de presse Xinhua*, 22 juin 2025.

Vignette : premier Sommet Chine-Asie centrale des 18 et 19 mai 2023 (Copyright : Wikimedia Commons/Liuxingy).

* Claire Mayor poursuit actuellement un Master 2 en Relations Internationales à l'INALCO, en spécialité chinois.

Pour citer cet article : Claire MAYOR (2026), « Chine en Asie centrale : l'ascension d'un géant concurrencé », *Regard sur l'Est*, 16 février. DOI 10.5281/zenodo.18655543

Retour en haut de page

date créée
16/02/2026
Champs de Méta
Auteur-article : Claire Mayor*